

inconséquence de la métaphysique révolutionnaire. Armée d'une semblable concession, l'école de Bossuet et de de Maistre aura toujours une incontestable supériorité logique sur les irrationnels détracteurs du catholicisme, qui, en proclamant le besoin d'une organisation religieuse, lui dénie néanmoins tous les éléments indispensables à sa réalisation sociale. Par cet inévitable acquiescement, l'école révolutionnaire concourt en effet aujourd'hui avec l'école rétrograde pour empêcher directement une véritable réorganisation des sociétés modernes, dont l'état intellectuel interdit essentiellement et de plus en plus toute politique théologique, comme l'esprit de ce Traité doit déjà l'avoir fait assez pressentir. La proclamation banale de la prétendue nécessité d'une telle politique, doit être désormais regardée comme réellement équivalente à une irrécusable déclaration d'impuissance à l'égard du problème fondamental de la civilisation actuelle. Quelles que soient les apparences, on ne saurait éviter de se reconnaître ainsi doublement incompetent, soit par la médiocrité de l'intelligence, soit par le peu d'énergie du caractère. Sous un pareil aspect, la société devrait paraître indéfiniment condamnée à l'anarchie intellectuelle qui la caractérise aujourd'hui, puisque si, d'une

part, tous les esprits semblent admettre le besoin d'un régime théologique, tous, d'une autre part, s'accordent encore plus réellement à repousser irrévocablement ses principales conditions d'existence. N'est-il pas étrange, et même honteux, que ceux dont l'inconséquence politique conduit aussi nécessairement à l'éternelle consécration du désordre, s'efforcent encore, par de vaines et inconvenantes déclamations, de jeter une sorte de flétrissure morale sur la seule voie rationnelle qui reste désormais ouverte à une vraie réorganisation, par l'avènement social de la philosophie positive? A quel titre les diverses doctrines, soit théologiques, soit métaphysiques, dont l'expérience la plus étendue et la plus variée a si hautement témoigné l'impuissance radicale, oseraient-elles proscrire l'application de l'unique procédé intellectuel que la politique n'ait point encore essayé? Serait-ce parce qu'un tel procédé a déjà heureusement réorganisé, à la satisfaction universelle, tous les autres ordres des conceptions humaines(1)?

(1) Si, au nom de ceux qui conçoivent la réorganisation sociale sans la moindre intervention théologique, je devais récriminer ici contre de telles déclamations, il ne serait peut-être pas impossible d'expliquer quelquefois, avec une certaine vraisemblance, un aussi étrange concours prohibitif de tant d'opinions, d'ailleurs incompatibles, par la tendance spontanée des divers esprits qui profitent aujourd'hui du vague et de la confusion des idées sociales à empêcher la philosophie positive de produire un éclaircissement final, qui, en dissipant à jamais de pro-

Ce caractère d'inconséquence générale, qui, en détruisant l'ancien système, prétend néanmoins en maintenir les bases essentielles, n'est pas moins marqué dans l'application temporelle de la métaphysique révolutionnaire que dans son développement spirituel. Il s'y manifeste surtout par une tendance évidente à la conservation directe, sinon de l'esprit féodal proprement dit, du moins de l'esprit militaire, qui en constitue la véritable origine. Le triomphe passager de la politique métaphysique, momentanément conçue comme devant exclusivement présider à la réorganisation sociale, avait, il est vrai, d'abord déterminé, chez la nation française, un admirable élan de générosité universelle, qui proscrivait désormais toute tendance militaire directe. Mais ce n'était là qu'un vague instinct du vrai problème social, sans aucun aperçu de la solution réelle. Par suite de l'immense déploiement d'énergie défensive qu'a dû exiger le maintien du mouvement progressif contre la coalition armée des forces ré-

fondes illusions, devra nécessairement détrôner beaucoup de hautes renommées, et rendre désormais bien plus difficile la conquête d'un véritable ascendant intellectuel. Mais, sans nier entièrement la réalité de ce concert involontaire chez un petit nombre d'esprits, il est évidemment bien plus rationnel de le regarder comme le résultat nécessaire et inaperçu de notre situation intellectuelle, ainsi que je l'ai expliqué dans le texte.

trogrades, ce sentiment primitif, qui n'était véritablement dirigé par aucun principe, a bientôt disparu sous le développement systématique de l'activité militaire la plus prononcée, avec tous ses caractères les plus oppressifs. Combien de fois, dans le cours de nos luttes politiques, l'école révolutionnaire, malgré ses intentions progressives, égarée par la frivole préoccupation d'un intérêt partiel ou fugitif, n'a-t-elle pas eu à se reprocher d'avoir préconisé la guerre, qui constitue cependant aujourd'hui la seule cause sérieuse propre à entraver et à ralentir gravement le mouvement fondamental des sociétés modernes! La doctrine critique est, en effet, si peu antipathique à l'esprit militaire, principale base temporelle de l'ancienne organisation politique, que le moindre sophisme suffira pour qu'elle entreprenne directement d'en empêcher l'inévitable décadence universelle, quand les intérêts révolutionnaires lui paraîtront l'exiger. On a, par exemple, imaginé, à cet effet, dans ces derniers temps, le spécieux prétexte de régulariser par la guerre l'action nécessaire des nations les plus avancées sur celles qui le sont moins, ce qui pourrait logiquement conduire à une conflagration universelle, si la nature de la civilisation moderne ne devait point mettre heureusement d'insurmontables obstacles au libre développe-

ment graduel d'une semblable aberration. De tels pièges, primitivement dressés par l'école rétrograde, sont, d'ordinaire, à l'aide de quelques précautions faciles, avidement accueillis par l'école révolutionnaire, qui semble ainsi disposée elle-même à seconder spontanément le rétablissement du système politique contre lequel elle a toujours lutté. Quand même une judicieuse analyse des débats journaliers ne constaterait point directement cette évidente inconséquence, il suffirait, ce me semble, afin de la caractériser hautement, de considérer les étranges efforts tentés de nos jours, avec un si déplorable succès momentané, par les différentes sections de l'école révolutionnaire, pour réhabiliter la mémoire de celui qui, dans les temps modernes, a le plus fortement poursuivi la rétrogradation politique, en consommant un immense pouvoir à la vaine restauration du système militaire et théologique.

Du reste, en signalant ici, comme je le devais, cet esprit d'inconséquence rétrograde, il me paraîtrait injuste de ne point indiquer aussi, chez la portion la plus avancée de l'école révolutionnaire, une dernière sorte de contradiction, qui l'honore beaucoup, comme étant, en réalité, éminemment progressive. Il s'agit surtout de l'im-

portant principe de la centralisation politique, dont la haute nécessité n'est aujourd'hui bien comprise que par cette école, malgré l'évidente opposition d'une telle notion avec les dogmes d'indépendance et d'isolement qui constituent l'esprit de la doctrine critique. Sous ce rapport essentiel, les rôles semblent être désormais directement intervertis entre les deux doctrines principales qui se disputent encore si vainement l'ascendant politique. Avec ses superbes prétentions à l'ordre et à l'unité, la doctrine rétrograde prêche hautement la dispersion des foyers politiques, dans le secret espoir d'empêcher plus aisément la décadence de l'ancien système social chez les populations les plus arriérées, en les préservant de l'influence prépondérante des centres généraux de civilisation. La politique révolutionnaire, au contraire, encore justement fière d'avoir naguère présidé à l'immense concentration de forces que nécessita, en France, la lutte décisive contre la coalition des anciens pouvoirs, oublie ses maximes dissolvantes pour recommander avec énergie cette subordination systématique des foyers secondaires envers les principaux, qui, après avoir, au milieu du désordre universel, assuré à jamais le libre essor de la progression sociale, doit naturellement devenir dans la suite un si précieux auxiliaire de la vraie réorganisation,

dès-lors susceptible d'être primitivement bornée à une population d'élite. En un mot, l'école révolutionnaire a seule compris que le développement continu de l'anarchie intellectuelle et morale exigeait, de toute nécessité, pour prévenir une imminente dislocation générale, une concentration croissante de l'action politique proprement dite.

Par un tel ensemble de considérations préliminaires sur l'appréciation générale de la métaphysique révolutionnaire, son insuffisance fondamentale ne saurait maintenant être contestée. Sans doute, après l'usage actif et continu que l'esprit humain avait dû en faire, pendant le cours des trois derniers siècles, pour opérer la démolition graduelle de l'ancien système politique, il ne pouvait aucunement se dispenser d'abord de l'appliquer aussi à la réorganisation sociale, quand cette destruction, suffisamment avancée, est venue en dévoiler la nécessité. Toute autre manière de procéder eût été, à cette époque, certainement chimérique. Mais cette illusion naturelle, qu'une théorie alors impossible aurait seule pu prévenir, ne peut plus désormais être essentiellement reproduite, parce que le libre développemens effectif d'une telle application a dû manifester à tous les esprits, par une impres-

sion ineffaçable, la nature purement anarchique et même l'influence directement rétrograde de la doctrine critique, quand son énergie dissolvante n'est plus absorbée par la lutte fondamentale qui constitua toujours sa seule destination propre.

Ce double examen préliminaire de la politique théologique et de la politique métaphysique suffit ici, quoique très sommaire, pour caractériser nettement l'insuffisance nécessaire de chacune d'elles, à l'égard même de son but exclusif, en montrant que désormais, et de plus en plus, la seconde ne remplit guère mieux, en réalité, les principales conditions du progrès que la première celles de l'ordre. Mais leur appréciation respective demeurerait encore essentiellement incomplète, si, après les avoir séparément analysées, nous ne considérions pas brièvement le singulier antagonisme que le cours naturel des événemens a fini par établir entre elles, et dont l'explication, impossible de toute autre manière, résultera spontanément des bases ci-dessus indiquées, de façon à éclaircir davantage la vraie position générale de la question sociale actuelle.

On peut aisément reconnaître aujourd'hui que, malgré leur opposition radicale, l'école rétrograde et l'école révolutionnaire, par une irrésistible

nécessité, tendent réellement à entretenir mutuellement leur vie politique, en vertu même de leur neutralisation réciproque. Depuis un demi-siècle, d'éclatans triomphes successifs ont permis à chacune d'elles de développer librement sa véritable tendance, et, par suite, l'ont enfin amenée à constater irrévocablement son impuissance fondamentale pour atteindre réellement le but général que poursuit l'instinct des sociétés actuelles. Quoique simplement empirique, cette double conviction est maintenant devenue tellement profonde et universelle, qu'elle oppose désormais d'insurmontables obstacles à l'entière prépondérance politique de l'une ou de l'autre école, qui ne peuvent plus aspirer qu'à des succès aussi précaires qu'incomplets. Ainsi conduite à redouter presque également, quoiqu'à divers titres, l'ascendant absolu de chacune d'elles, la raison publique, à défaut d'un point d'appui plus rationnel et plus efficace, emploie tour à tour chaque doctrine à contenir les envahissemens indéfinis de l'autre. Lors même que le développement naturel des besoins sociaux paraît déterminer momentanément une préoccupation définitive en faveur de l'une des deux politiques, le dangereux essor qu'elle prend aussitôt ne tarde point à provoquer spontanément un inévitable retour proportionnel à la politique anta-

goniste, que vainement on avait cru éteinte à jamais. Cette misérable constitution oscillatoire de notre vie sociale se prolongera nécessairement jusqu'à ce qu'une doctrine réelle et complète, aussi véritablement organique que vraiment progressive, vienne enfin permettre de renoncer à cette périlleuse et insuffisante alternative, en satisfaisant, d'une manière directe et simultanée, aux deux aspects essentiels du grand problème politique. Alors seulement, les deux doctrines opposées tendront ensemble à disparaître irrévocablement devant une conception nouvelle, qui se présentera directement comme mieux adaptée à leurs destinations respectives. Mais, avant ce terme, chacune d'elles ayant pour principale utilité pratique d'empêcher le triomphe absolu de l'autre, elles continueront à constituer, malgré toute apparence contraire, deux inséparables éléments du mouvement politique fondamental, qui ne peut aujourd'hui être caractérisé que par leur commune participation, indispensable quoique insuffisante.

Combien de fois, dans le déplorable cours de nos luttes contemporaines, le parti révolutionnaire et le parti rétrograde, aveuglés par un succès passager, n'ont-ils pas cru avoir anéanti pour toujours l'influence politique de leurs adversaires,

sans que l'événement ait néanmoins jamais cessé de démentir bientôt avec éclat ces frivoles illusions! Le terrible triomphe de la doctrine critique a-t-il empêché, après peu d'années, l'entière réhabilitation de l'école catholico-féodale, qu'on s'était vainement flatté d'avoir détruite? De même, la réaction rétrograde, poursuivie par Bonaparte avec tant d'énergie, n'a-t-elle point finalement déterminé un retour universel vers l'école révolutionnaire, dont l'irrévocable compression avait été si emphatiquement célébrée? Après ces deux épreuves décisives, le développement journalier de notre situation politique n'a-t-il point successivement reproduit, sur une moindre échelle, la manifestation continue, plus ou moins prononcée, mais toujours irrécusable, de cette double tendance nécessaire? Il est clair, en effet, sous le point de vue philosophique, que la métaphysique révolutionnaire, en vertu de sa destination purement critique, aurait dû perdre aujourd'hui, à défaut d'aliment, sa principale activité politique, depuis que, l'ancien système étant assez détruit pour que son rétablissement soit évidemment impossible, l'attention générale a dû se porter surtout vers une réorganisation définitive, devenue chaque jour plus urgente. Mais, cette réorganisation ayant été jusqu'ici toujours réel-

lement conçue, faute de principes nouveaux, d'après la doctrine théologique elle-même, la philosophie négative vient remplir, comme par le passé, un indispensable office social, en s'opposant au dangereux essor de cette politique rétrograde. Pareillement, sans les justes alarmes qu'inspire la prépondérance absolue de la politique révolutionnaire pour précipiter la société vers une imminente anarchie matérielle, l'ancienne doctrine serait aujourd'hui universellement discréditée, et réduite à une simple existence historique, depuis que le régime correspondant n'est plus, au fond, désormais compris ni voulu, même de ses prétendus partisans. Les deux doctrines sont donc, en réalité, appliquées maintenant, l'une autant que l'autre, dans une intention principalement négative, comme destinées à se neutraliser mutuellement, ce qui a dû sembler jusqu'ici le seul moyen praticable de prévenir les désastreuses conséquences qu'entraînerait naturellement la prépondérance totale d'aucune d'elles.

Toutefois, il importe de remarquer aussi, en dernier lieu, que chacune de ces doctrines opposées constitue directement un indispensable élément de notre étrange situation politique, en concourant à la position générale du problème social, présenté par l'une sous l'aspect organique,

et par l'autre sous le point de vue progressif, quoique l'opposition ainsi établie entre les deux grandes faces de la question doive tendre éminemment à en dissimuler la véritable nature. Dans le déplorable état actuel des idées politiques, il est évident que l'entière suppression de la doctrine rétrograde, s'il était possible de l'effectuer, ferait aussitôt disparaître le peu de notions d'ordre réel que nos intelligences ont encore conservées en politique, et qui toutes se rapportent inévitablement à l'ancien système social. En sens inverse, on ne peut davantage contester que, sans la doctrine révolutionnaire, toutes les idées de progrès politique, quelque vagues qu'elles soient aujourd'hui, s'effaceraient nécessairement sous la ténébreuse suprématie de l'ancienne philosophie. Au fond, comme chacune des deux doctrines est certainement impuissante désormais à atteindre réellement son but exclusif, leur efficacité pratique se borne essentiellement, sous ce rapport, à entretenir dans la société actuelle, quoique d'une manière très imparfaite, le double sentiment de l'ordre et du progrès. Bien que l'absence de tout principe vraiment propre à réaliser cette double indication fondamentale doive singulièrement amortir ce vague sentiment, sa perpétuelle conservation, par un mode quelconque, n'en consti-

tue pas moins une indispensable nécessité préliminaire, pour rappeler sans cesse, soit aux philosophes, soit au public, les véritables conditions de la réorganisation sociale, que notre faible nature serait autrement si disposée à méconnaître. On peut donc, sous un tel aspect, considérer la question comme consistant à former une doctrine qui soit à la fois plus organique que la doctrine théologique et plus progressive que la doctrine métaphysique, seuls types actuels de ce double caractère, et dont la considération simultanée est, à ce titre, inévitable, jusqu'à l'entière solution de ce grand problème.

Sans doute, l'ancien système politique ne doit être aucunement imité dans la conception du régime approprié à une civilisation aussi profondément différente. Mais l'assidue contemplation de l'ordre ancien n'en est pas moins strictement indispensable, comme pouvant seule indiquer les attributs essentiels de toute véritable organisation sociale, en obligeant l'avenir à régler presque tout ce qu'avait réglé le passé, quoique dans un autre esprit, et d'une manière plus parfaite. La conception générale du système théologique et militaire me semble même, par suite de son inévitable décrépitude, plus effacée aujourd'hui que ne l'exigeraient, sous ce rapport, les besoins réels de notre

intelligence, surtout en ce qui concerne la division capitale entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, trop faiblement appréciée par les plus éminens philosophes de l'école catholique. C'est aux philosophes positifs qu'il appartiendra de restaurer, à leur usage idéal, d'après une étude approfondie du passé, ce que le mouvement général de la civilisation moderne a dû soustraire irrévocablement à la vie réelle.

L'indispensable influence de la philosophie révolutionnaire pour obliger aujourd'hui les conceptions sociales à prendre un caractère vraiment progressif, est devenue tellement évidente qu'elle n'exige plus désormais aucune discussion. En pressurant, avec une irrésistible énergie, de renoncer totalement à l'ancien système politique, elle entretient, au sein de la société actuelle, une précieuse stimulation, sans laquelle notre inertie spéculative se bornerait bientôt à proposer, comme solution finale du problème, de vaines modifications du régime décomposé. N'avons-nous pas vu néanmoins les divers pouvoirs contemporains réclamer souvent contre ces conditions nécessaires, en déclarant avec ardeur que les principes révolutionnaires rendaient tout gouvernement désormais impossible? Cette banale protestation a même été doctoralement reproduite par plusieurs cote-

ries spéculatives, qui, fières d'avoir enfin commencé à entrevoir péniblement la tendance anarchique de la doctrine révolutionnaire, ont cru, dans leur aveugle orgueil, devoir préconiser sa destruction immédiate comme une base suffisante de réorganisation sociale, sans apercevoir que, par cela seul, elles provoquaient nécessairement, contre leur propre intention, à la suprématie politique de l'école rétrograde. De quelque part qu'elle vienne, toute semblable déclaration équivaut réellement aujourd'hui à un aveu solennel d'impuissance politique. La doctrine révolutionnaire pouvant seule jusqu'ici poser avec efficacité l'une des deux classes de conditions fondamentales du problème social, on ne saurait, à cet égard, plus naïvement confesser une incompétence radicale, qu'en s'obstinant vainement à dénier à cette doctrine une telle attribution; l'écarter, ce serait vouloir résoudre le problème, abstraction faite de ses conditions essentielles. Il ne saurait exister qu'un unique moyen de parvenir plus tard à l'éliminer réellement, en remplissant mieux qu'elle-même le but principal qu'elle s'est proposée, et qu'elle seule encore, malgré ses immenses inconvéniens, poursuit maintenant avec une certaine efficacité. De toute autre manière, les déclamations absolues contre la philosophie révolutionnaire vien-



dront toujours échouer finalement devant l'invincible attachement instinctif de la société actuelle à des principes qui, depuis trois siècles, ont dirigé tous ses progrès politiques, et qu'elle regarde, à juste titre, comme formulant seuls aujourd'hui d'indispensables conditions générales de son développement ultérieur.

Chacun des dogmes essentiels qui composent cette doctrine constitue, en effet, une indication nécessaire à laquelle doit satisfaire, sous peine de nullité, toute tentative réelle de réorganisation sociale, pourvu toutefois qu'on cesse de prendre un vague énoncé du problème pour une vraie solution. Ainsi envisagés, ces principes rappellent, à divers titres, la consécration politique de certaines obligations capitales de morale universelle, que l'école rétrograde, malgré ses vaines prétentions, devait essentiellement méconnaître, parce que le régime qu'elle proclame a depuis long-temps perdu la faculté de les remplir. En ce sens, le dogme fondamental du libre examen oblige réellement la réorganisation spirituelle à résulter d'une action purement intellectuelle, déterminant, à l'issue d'une discussion complète, un assentiment volontaire et unanime, sans aucune intervention hétérogène des pouvoirs matériels pour hâter, par une inopportune perturbation, cette grande évolution

philosophique. Pareillement, dans l'ordre temporel, le dogme de l'égalité et celui de la souveraineté populaire peuvent seuls imposer énergiquement aujourd'hui aux nouvelles classes et aux nouveaux pouvoirs l'impérieux devoir, si aisément oublié, de ne se développer et s'exercer qu'au profit du public, au lieu de tendre à l'exploitation des masses dans des intérêts individuels. Ces diverses moralités politiques, que jadis l'ancien système observa nécessairement pendant sa virilité, ne sont maintenues désormais, avec quelque efficacité, que par la doctrine révolutionnaire, dont l'inévitable décroissement commence même, sous ce rapport, à devenir très regrettable, tant que son office n'est point, à cet égard, mieux rempli. Jusque alors, sa suppression, si elle était possible, serait éminemment dangereuse, en livrant, sans contrôle, les sociétés actuelles aux diverses tendances oppressives qui se rattachent spontanément à l'ancien système politique. Si, par exemple, le dogme absolu du libre examen pouvait aussitôt disparaître, ne serions-nous point, par cela seul, immédiatement livrés au ténébreux despotisme des faiseurs ou des restaurateurs de religions, bientôt conduits, après un infructueux prosélytisme, à employer les mesures les plus tyranniques pour établir matériellement

leur vaine unité rétrograde? Il en est de même à tout autre égard.

Rien ne saurait donc autoriser les aveugles déclamations si fréquemment dirigées de nos jours contre la philosophie révolutionnaire, par tant de gouvernans et tant de docteurs qui ne peuvent pardonner à la société actuelle de ne point ratifier passivement leurs irrationnelles entreprises. Si cette philosophie devait vraiment empêcher toute réorganisation réelle, le mal serait dès-lors incurable, puisque son influence capitale constitue aujourd'hui un fait accompli, et ne peut cesser graduellement que par le développement même de cette réorganisation, dont elle était surtout destinée à préparer et à faciliter les voies. Mystiquement conçue dans un sens absolu et indéfini, la doctrine critique manifeste, sans doute, par sa nature, une tendance nécessairement anarchique, que j'ai ci-dessus assez caractérisée. Il serait néanmoins absurde d'exagérer cet inconvénient capital, au point de l'ériger en obstacle tout-à-fait insurmontable. On a beau déplorer aujourd'hui, au nom de l'ordre social, l'énergie toujours dissolvante de l'esprit d'analyse et d'examen : cet esprit n'en demeure pas moins éminemment salutaire, en obligeant à ne produire, pour présider à la réorganisation intellectuelle et morale,

qu'une philosophie vraiment susceptible de supporter avec gloire l'indispensable épreuve décisive d'une discussion approfondie, librement prolongée jusqu'à l'entière conviction de la raison publique; condition fondamentale, à laquelle heureusement rien ne saurait désormais nous soustraire, quelque pénible qu'elle doive sembler à la plupart de ceux qui traitent maintenant la question sociale. Une telle philosophie pourra seule ultérieurement assigner à cet esprit analytique les vraies limites rationnelles qui doivent en prévenir les abus, en établissant, dans l'ordre des idées sociales, la distinction générale, déjà nettement caractérisée pour toutes les autres conceptions positives, entre le propre domaine du raisonnement et celui de la pure observation.

Quoique contrainte, par le cours naturel des événemens, à diriger sa progression politique d'après une doctrine essentiellement négative, ainsi que je l'ai expliqué, la société actuelle n'a jamais renoncé aux lois fondamentales de la raison humaine; elle saura bien, en temps opportun, user des droits mêmes que cette doctrine lui confère pour s'engager de nouveau dans les liens d'une véritable organisation, quand les principes en auront été enfin conçus et appréciés. L'état de pleine liberté, ou plutôt de non-gouvernement, ne lui

semble aujourd'hui nécessaire, à très juste titre, qu'afin de lui permettre un choix convenable, qu'elle n'a pu songer à s'interdire. Si quelques esprits excentriques comprennent le droit d'examiner comme imposant le devoir de ne se décider jamais, la raison publique ne saurait persévérer dans une telle aberration ; et, de sa part, l'indécision prolongée ne prouve réellement autre chose que l'absence encore persistante des principes propres à terminer la délibération, et jusqu'à l'avènement desquels le débat ne pourrait en effet être clos sans compromettre dangereusement l'avvenir social. De même, dans l'ordre temporel, en s'attribuant le droit général, provisoirement indispensable, quoique finalement anarchique, de choisir et de varier à son gré les institutions et les pouvoirs propres à la diriger, la société actuelle n'a nullement prétendu s'assujétir à l'exercice indéfini de ce droit, lors même que, cessant d'être nécessaire, il lui serait devenu nuisible. Ayant ainsi voulu seulement se procurer une faculté essentielle, bien loin d'imposer aucune entrave à ses progrès ultérieurs, elle ne saurait hésiter à soumettre ses choix aux règles fondamentales destinées à en garantir l'efficacité, lorsque enfin de telles conditions auront été réellement découvertes et reconnues. Jusque-là, quelle plus sage mesure

pourrait-elle effectivement adopter, dans l'intérêt même de l'ordre futur, que de tenir librement ouverte la carrière politique, sans aucun vain assujétissement préalable, qui pût gêner l'essor encore ignoré du nouveau système social? A quel titre les vains détracteurs absolus de la politique révolutionnaire condamneraient-ils une telle situation, sans produire aucune conception vraiment propre à en préparer le terme définitif? Du reste, quand ce terme sera venu, qui oserait contester sérieusement à la société le droit général de se démettre régulièrement de ses attributions provisoires, lorsqu'elle aura trouvé enfin les organes spéciaux destinés à les exercer convenablement? Malgré tant d'amères récriminations contre l'attitude toujours hostile de la doctrine révolutionnaire, n'est-il pas, au contraire, évident que, de nos jours, les peuples ont, d'ordinaire, trop avidement accueilli les moindres apparences de principes de réorganisation, auxquelles, par un empressement funeste, ils voulaient sacrifier, sans motifs suffisants, des droits qui ne leur semblent qu'onéreux? Nos contemporains n'ont-ils pas, sous ce rapport, mérité bien plutôt, de la part des vrais philosophes, en beaucoup d'occasions capitales, le reproche d'une confiance généreusement exagérée, trop favorable à de dangereuses illusions,

au lieu de la défiance systématique, si agrement critiquée par ceux qui peut-être sentent secrètement leur impuissance radicale à soutenir une véritable discussion? Ainsi, la doctrine révolutionnaire, loin d'opposer d'insurmontables obstacles à la réorganisation politique des sociétés modernes, constitue, en réalité, d'une manière encore plus évidente et plus directe que ne le fait, de son côté, la doctrine rétrograde, l'indication d'un ordre indispensable de conditions générales, qui ne doivent jamais être négligées dans l'accomplissement d'une telle opération.

Tel est donc le cercle profondément vicieux dans lequel l'esprit humain se trouve aujourd'hui renfermé à l'égard des idées sociales, obligé désormais, pour maintenir, d'une manière même très imparfaite, la position vraiment intégrale du problème politique, d'employer simultanément deux doctrines incompatibles, qui ne sauraient conduire à aucune solution réelle, et dont chacune, provisoirement indispensable, a néanmoins besoin d'être péniblement contenue par l'antagonisme de l'autre. Cette déplorable situation, qui, par sa nature, tendrait à se perpétuer indéfiniment, ne saurait admettre d'autre issue philosophique que l'uniforme prépondérance d'une doctrine nouvelle,

destinée, en réunissant enfin, dans une commune solution, les conditions d'ordre et celles de progrès, à absorber irrévocablement les deux opinions opposées, en satisfaisant mieux que chacune d'elles, et sans la moindre inconséquence, à tous les divers besoins intellectuels des sociétés actuelles. La doctrine critique, et ensuite la doctrine rétrograde, ont successivement exercé une domination très prononcée et presque absolue, pendant le premier quart de siècle écoulé depuis le commencement de la révolution française; mais cette double expérience a suffi pour constater à jamais l'impuissance radicale de l'une et de l'autre à l'égard de la réorganisation sociale, toujours si vainement entreprise. Aussi, dans la seconde partie de ce demi-siècle, ces deux doctrines ont définitivement perdu leur activité prépondérante; et, malgré leur antipathie nécessaire, elles ont dû participer, à peu près également, à la direction journalière des débats politiques, où l'une fournit toutes les idées essentielles de gouvernement, et l'autre les principes d'opposition. A des intervalles de plus en plus rapprochés, la société, en attendant une marche plus rationnelle, accorde tour à tour à chacune d'elles une suprématie partielle et momentanée, selon que le cours naturel des événemens fait redouter davantage l'oppressive décrépite du sys-

tème ancien ou l'imminence de l'anarchie matérielle. Ces fréquentes fluctuations, qui caractérisent notre temps, sont souvent attribuées, chez les individus, à la corruption ou à la faiblesse humaines, qu'elles doivent, en effet, puissamment stimuler : mais cette explication, évidemment trop étroite, ne pouvant s'appliquer à la société prise en masse, qui, cependant, ne semble guère moins versatile, il faut bien rapporter surtout une telle tendance à la cause plus profonde et plus générale que je viens d'indiquer, et reconnaître que, même dans les cas privés, de semblables changements doivent être souvent le résultat involontaire d'une nouvelle position, susceptible de rappeler plus spécialement le besoin de l'ordre ou celui du progrès, trop isolément sentis à une époque où si peu d'esprits comprennent réellement l'ensemble de notre état politique.

Organe propre et spontané de ces déplorables oscillations, une troisième opinion, essentiellement stationnaire, a dû graduellement s'interposer entre la doctrine rétrograde et la doctrine révolutionnaire, formée en quelque sorte, sans aucune conception directe, de leurs débris communs. Malgré la nature bâtarde et la constitution contradictoire de cette opinion intermédiaire, il faut bien historiquement la qualifier aussi de doctrine,

puisqu'elle trouve aujourd'hui tant d'emphatiques docteurs, qui s'efforcent de la présenter comme le type final de la philosophie politique. Humble et passive sous l'impétueux essor de l'esprit révolutionnaire, et même pendant la réaction rétrograde qui lui succéda, elle a depuis, par le discrédit croissant des deux doctrines antagonistes, obtenu peu à peu, sans effort, une prépondérance aussi active que le comporte son caractère équivoque. Depuis un quart de siècle, elle occupe principalement, et de plus en plus, par les différentes sectes qui s'y rattachent, l'ensemble de la scène politique, chez tous les peuples avancés. Les partis les plus opposés ont été graduellement contraints, pour conserver leur activité, d'adopter uniformément ses formules caractéristiques, au point de dissimuler souvent, aux observateurs mal préparés, la véritable nature du conflit social, qui, néanmoins, continue encore, de toute nécessité, à subsister uniquement, faute d'un mobile vraiment nouveau, entre l'esprit révolutionnaire et l'esprit rétrograde. Quoique ces deux moteurs ne cessent point d'être les seuls principes actifs des divers ébranlemens politiques, cependant le résultat final de leurs impulsions opposées tourne essentiellement, d'ordinaire, à l'uniforme accroissement de la doctrine mixte et stationnaire, dont

l'ascendant universel, quoique provisoire, est désormais irrécusable.

Cette évidente prépondérance, qui irrite, sans les instruire, les deux écoles actives, constituée, à mes yeux, le symptôme le plus caractéristique de la commune réprobation dont la raison publique, d'après nos grandes expériences contemporaines, tend de plus en plus à frapper définitivement les principes absolus de la doctrine rétrograde et de la doctrine révolutionnaire, malgré l'inévitable contradiction, ci-dessus expliquée, qui néanmoins l'oblige toujours à les employer spéculativement, en s'efforçant de les neutraliser les uns par les autres. Rien ne peut mieux indiquer qu'un tel symptôme la parfaite opportunité actuelle des essais philosophiques destinés à dégager réellement les sociétés modernes de cette orageuse situation, en produisant enfin directement les principes essentiels d'une vraie réorganisation politique. Une semblable élaboration, impraticable sous l'empire, oppressif ou entraînant, de l'une ou de l'autre des deux philosophies antagonistes, n'est devenue possible que depuis qu'une doctrine équivoque, interdisant, par sa nature, toute préoccupation exclusive, a permis de saisir le double caractère fondamental du problème social, dont toutes les faces n'avaient pu jusque alors être simultanément

considérées. En même temps, cette doctrine bâtarde sert naturellement de guide à la société actuelle pour maintenir, d'une manière aussi précaire que pénible, mais seule provisoirement possible, l'ordre matériel indispensable à l'accomplissement de cette grande opération philosophique, et sans lequel la transition générale serait radicalement entravée. Tel est le double office, capital quoique nécessairement passager, que remplit aujourd'hui l'école stationnaire, dans la grande évolution finale des sociétés modernes. Peut-être notre faible nature exige-t-elle en effet, afin de développer pleinement cette indispensable influence, que les chefs de cette école se sentent animés d'une confiance absolue dans le triomphe définitif de leur doctrine, bien que cette illusion soit certainement beaucoup moins nécessaire, et par suite moins excusable, que je ne l'ai expliqué envers la doctrine révolutionnaire, où nous l'avons vue strictement inévitable. Mais, quoi qu'il en soit, ce grand service est, en réalité, profondément altéré par une erreur aussi fondamentale, qui tend à consacrer, comme type immuable de l'état social, la misérable transition que nous accomplissons aujourd'hui.

Il serait, certes, bien superflu d'insister ici sur l'application spéciale, à cette doctrine interné-

diare, de notre universel critérium logique, fondé sur la considération d'inconséquence. Par la nature d'une telle doctrine, il est évident que l'inconséquence s'y trouve, de toute nécessité, directement érigée en principe, en sorte qu'elle y doit être spontanément encore plus profonde et plus complète que dans les deux doctrines extrêmes. A leur égard, les inconséquences radicales que nous avons ci-dessus indiquées sont seulement le résultat effectif de leur discordance fondamentale avec l'état présent de la civilisation ; mais, ici, elles résident immédiatement dans la constitution propre de cet étrange système. La politique stationnaire fait hautement profession de maintenir les bases essentielles du régime ancien, pendant qu'elle entrave radicalement, par un ensemble de précautions méthodiques, ses plus indispensables conditions d'existence réelle. Pareillement, après une solennelle adhésion aux principes généraux de la philosophie révolutionnaire, qui constituent sa seule force logique contre la doctrine rétrograde, elle se hâte d'en prévenir régulièrement l'essor effectif, en suscitant à leur application journalière des obstacles péniblement institués. En un mot, cette politique, si fièrement dédaigneuse des utopies, se propose directement aujourd'hui la plus chimérique de toutes les utopies, en voulant

fixer la société dans une situation contradictoire entre la rétrogradation et la régénération, par une vaine pondération mutuelle entre l'instinct de l'ordre et celui du progrès. Ne possédant aucun principe propre, elle est uniquement alimentée par les emprunts antipathiques qu'elle fait simultanément aux deux doctrines antagonistes. Tout en reconnaissant l'inaptitude fondamentale de chacune d'elles à diriger convenablement la société actuelle, sa conclusion finale consiste à les y appliquer de concert. Sans doute, une telle théorie sert utilement à la raison publique d'organe provisoire pour empêcher la dangereuse prépondérance absolue de l'une ou de l'autre philosophie ; mais, par une nécessité non moins évidente, elle tend directement à prolonger, autant que possible, leur double existence, première base indispensable de l'action oscillatoire qui la caractérise. Ainsi, cette doctrine mixte, qui, considérée dans sa propre destination transitoire, concourt, par une influence nécessaire, ci-dessus expliquée, à préparer les voies définitives de la réorganisation sociale, constitue, au contraire, quand on l'envisage comme finale, un obstacle direct à cette réorganisation, soit en faisant méconnaître sa véritable nature, soit en tendant à perpétuer sans cesse les deux philosophies opposées qui l'entra-

vent également aujourd'hui. Pourrions-nous espérer aucune vraie solution du double problème social, par une doctrine alternativement conduite, dans son application journalière, à consacrer systématiquement le désordre au nom du progrès, et la rétrogradation, ou une équivalente immobilité, au nom de l'ordre ?

Dans la partie historique de ce volume, j'expliquerai naturellement l'analyse fondamentale de l'ensemble tout spécial de conditions sociales, qui, pour l'Angleterre, d'après la marche caractéristique de son développement politique, a dû procurer à la monarchie parlementaire, tant proclamée par la doctrine mixte, une consistance éminemment exceptionnelle, dont le terme inévitable est néanmoins, là même, désormais imminent, ainsi que l'indique de plus en plus l'expérience contemporaine. Cet examen, qui serait ici très déplacé, mettra, j'espère, en pleine évidence l'erreur capitale des philosophes et des hommes d'état, qui, d'après l'appréciation vague ou superficielle d'un cas unique et passager, ont si vainement proposé et poursuivi, comme solution finale de la grande crise révolutionnaire des sociétés modernes, l'uniforme transplantation, sur le continent européen, d'un régime essentiellement local, alors irrévocablement privé de ses

appuis les plus indispensables, et surtout du protestantisme organisé, qui, en Angleterre, constitua sa principale base spirituelle. L'état d'enfance où languit encore la science fondamentale du développement social, permet seul de comprendre comment une semblable aberration a pu aujourd'hui entraîner un grand nombre de bons esprits. Mais ce déplorable ascendant devra nous faire attacher, en lieu convenable, une extrême importance à la discussion ultérieure de cet unique aspect spécieux de la doctrine stationnaire, qu'une exacte analyse historique caractérisera spontanément, en constatant la profonde inanité nécessaire de cette métaphysique constitutionnelle sur la pondération et l'équilibre des divers pouvoirs, d'après une judicieuse appréciation de ce même état politique qui sert de base ordinaire à de telles fictions sociales.

Au reste, tant d'immenses efforts entrepris, depuis un quart de siècle, afin de nationaliser en France, et chez les autres peuples restés nominalelement catholiques, cette sorte de compromis transitoire entre l'esprit rétrograde et l'esprit révolutionnaire, sans que néanmoins ce vain régime ait pu encore acquérir, ailleurs que dans sa terre natale, aucune profonde consistance politique, suffiraient ici, sans doute, à défaut d'une démon-



tration directe, pour vérifier clairement, par une voie décisive, quoique empirique, l'impuissance radicale d'une semblable doctrine à l'égard de la grande question sociale. Cette prétendue solution n'aboutit évidemment, en réalité, qu'à faire passer la maladie de l'état aigu à l'état chronique, en tendant à la rendre incurable, par la consécration absolue et indéfinie de l'antagonisme transitoire qui en constitue le principal symptôme. D'après sa destination propre, une telle politique est nécessairement condamnée à n'avoir jamais aucun caractère vraiment tranché, afin de pouvoir devenir indifféremment rétrograde ou révolutionnaire, sans jamais être avec vigueur ni l'une ni l'autre, suivant les impulsions alternatives qui résultent spontanément du cours général des événemens, dont elle subit passivement l'irrésistible influence.

Son principal mérite est d'avoir reconnu la double position fondamentale du problème social; elle a senti, en principe, combien il importe de concilier aujourd'hui les conditions de l'ordre et celles du progrès. Mais n'ayant réellement apporté, dans l'examen de la question, aucune idée nouvelle, destinée à la satisfaction simultanée de ces deux grands besoins sociaux, sa solution pratique dégénère inévitablement en un égal sacrifice de l'un à l'autre. Quant à l'ordre, en

effet, elle est d'abord contrainte, par sa nature, à renoncer essentiellement à rétablir aucun véritable ordre intellectuel et moral, à l'égard duquel elle ne dissimule guère son inévitable incompetence. Or, ainsi bornée à la simple conservation d'un ordre purement matériel, la position générale de cette politique doit bientôt se trouver radicalement fautive, obligée de lutter journellement contre les conséquences naturelles d'un désordre dont elle a directement sanctionné le principe essentiel; ce qui la réduit, d'ordinaire, à ne pouvoir agir qu'à l'instant même où le danger est devenu imminent, et, par suite, souvent insurmontable. D'une autre part, cette importante fonction y demeure spontanément attribuée à la royauté, seul pouvoir encore vraiment actif de l'ancien système politique, surtout en France, et autour duquel tendent essentiellement à se rallier aujourd'hui tous ses autres débris, spirituels et temporels. Or, la pondération systématique, instituée par la métaphysique stationnaire, tout en proclamant le pouvoir royal comme principale base du gouvernement, l'entoure méthodiquement d'entraves toujours croissantes, qui, restreignant de plus en plus son activité propre, finiraient même par le dépouiller graduellement de l'énergique autorité qu'exige aujourd'hui l'accom-

plissement réel d'une telle destination, si le cours naturel de l'évolution sociale ne devait point prévenir l'entier développement de cette constitution contradictoire (1) qui veut le régime ancien, moins ses plus évidentes nécessités politiques, et qui a déjà conduit, en plus d'une grave occasion, jusqu'à dénier dogmatiquement aux rois le choix vraiment libre de leurs premiers agens. Les conditions du progrès ne sont pas, au fond, entendues, par cette politique parlementaire, d'une manière plus satisfaisante que celles de l'ordre véritable. Car, n'appliquant à la solution aucun principe propre et nouveau, les entraves que, dans l'intérêt de l'ordre, elle est forcée de mettre à l'esprit révolutionnaire, sont toutes nécessairement empruntées à l'ancien système politique, et, par suite, tendent inévitablement à prendre un caractère plus ou moins rétrograde et oppressif, selon l'explication fondamentale, ci-dessus établie, de la doctrine critique. On le vérifie aisément, par exemple, à l'égard des restrictions

(1) Cette situation transitoire a été, de nos jours, très heureusement formulée par la célèbre maxime de M. Thiers : *Le roi règne, et ne gouverne pas*. L'immense crédit, si rapidement obtenu par cette subtile formule métaphysique, témoigne à la fois, et de l'irrévocable décadence de l'esprit monarchique, et de la nature éminemment passagère d'un régime fondé sur une telle inconséquence politique, qui n'est cependant qu'une exacte expression sommaire de ce qu'on nomme aujourd'hui l'esprit constitutionnel.

habituelles de la liberté d'écrire, du droit d'élection, etc., restrictions toujours puisées dans d'irrationnelles conditions matérielles, qui, éminemment arbitraires, par leur nature, oppriment et surtout irritent à un degré plus ou moins prononcé, sans que le but qu'on s'y propose soit jamais suffisamment atteint; la multitude des exclus étant ainsi nécessairement beaucoup plus choquée que ne peut être satisfait le petit nombre de ceux auxquels s'appliquent des privilèges aussi vicieusement motivés.

Tout examen plus spécial de la doctrine mixte ou stationnaire, qui n'est, à vrai dire, qu'une dernière phase générale de la politique métaphysique, serait ici prématuré, et d'ailleurs essentiellement inutile. Au point de vue où l'esprit du lecteur doit être maintenant établi, il est évident que la réorganisation finale des sociétés modernes ne saurait être aucunement dirigée par une théorie aussi précaire et subalterne, qui ne peut, au fond, que régulariser la lutte politique fondamentale, en tendant à l'éterniser, et qui, dans son utilité momentanée, ne se propose, en réalité, que cet office purement négatif, toujours très imparfaitement rempli d'ailleurs, empêcher les rois de rétrograder et les peuples de bouleverser. Quelque importance que puisse avoir cet incon-